

De la communauté au territoire

Un itinéraire de recherche pour le développement Dossier d'habilitation à diriger des recherches de M. Jean Philippe Tonneau

Résumé de la synthèse des travaux.

L'auteur est chercheur au CIRAD, Centre de Recherche Agronomique pour le Développement en Coopération. Cet institut de recherche est un instrument de la politique française pour le Développement du monde rural des pays du sud. Il s'est d'abord consacré aux recherches pour le développement de la productivité des principales cultures tropicales. Les échecs de la "modernisation" des décennies 70 et 80 ont amené les équipes du CIRAD à travailler de plus en plus sur les conditions du sous-développement. Les travaux pluridisciplinaires du CIRAD sont finalisés et bénéficient de l'insertion d'agents dans les institutions des pays du sud (université, institut de recherche..).

La spécificité du CIRAD se retrouve dans le document présenté par M. Tonneau. Le thème traité est celui du rôle de la géographie dans les actions pour le développement économique et social. L'auteur défend l'intérêt d'une géographie de l'action, en appui à l'élaboration des projets de sociétés des populations rurales.

Le document est organisé en quatre parties.

La première, intitulée "*Des terrains*" relatent les expériences personnelles de l'auteur dans des opérations de développement en Afrique et au Brésil. Ces expériences sont diverses : éducation en Guinée Bissau ; gestion de terroirs au Burkina Faso ; développement local et appui à la décentralisation au Brésil. Elles sont datées et illustrent de manière concrète les évolutions de paradigmes qu'a connu le concept du développement depuis 1970 :

- Priorité initiale au transfert technique, à la formation et au crédit dans des projets gérés par des Etats puissants soutenus par les financements de la communauté internationale,
- Désengagement de l'Etat et recherche de l'autonomie par la promotion de l'initiative privée, la participation et le développement local,
- Décentralisation et institutions de régulation sociale dans le cadre des collectivités territoriales.

Au-delà des différences de situations contrastées, l'analyse de ces expériences permet de tirer un cahier des charges des besoins et exigences des opérations de développement. Le développement est question d'articulation et d'équilibres entre échelles (du local à l'international), entre acteurs (dans leur diversité), entre objectifs (production stricto sensu finalités sociales, exigences environnementales), entre pas de temps (court et long terme), entre production et reproduction.

L'auteur souligne la fragilité des projets de société, de vie... de populations rurales contraintes par des objectifs divers, parfois contradictoires et souvent imposés. La priorité reste l'élaboration de projets.

Pour cette élaboration, l'auteur propose une démarche systémique, constructiviste et éthique, favorisant des processus d'apprentissage collectif. L'information a un rôle essentiel dans ce processus. Elle est le support de la réflexion qui elle-même structure et organise l'information.

Ni les communautés traditionnelles (trop endogène et ne favorisant pas suffisamment l'initiative privée), ni les entreprises "modernes" (inspirées de modèles trop éloignés des réalités) ne semblent capables d'organiser les relations sociales nécessaires à des projets porteur de développement. Le territoire "régional", espace géographique construit, pour répondre à la fois aux aspirations des populations locales et aux exigences de la mondialisation) est le lieu des nouvelles expériences sociales et devient un nouveau type d'organisation sociale.

La référence au territoire justifie le "*long compagnonnage avec la géographie*", traité dans la seconde partie. Après avoir rapidement expliqué comment la géographie a été reconnue par l'institution CIRAD, l'auteur recense les outils méthodologiques, utilisés dans la démarche : outils de diagnostic (obtenir et donner du sens à l'information), outils de structuration de l'information (le modèle) et outils de dialogue. Les représentations cartographiques (zonages et représentations chorématiques) et les systèmes d'informations géographiques sont rapidement apparues comme les instruments privilégiés dans la gestion de l'information (produire, traiter pour donner du sens et être support de dialogue).

La troisième partie "*Etudes de cas*" montre comment ces outils ont été utilisés dans des opérations de développement local et régional au Sénégal (vallée du Fleuve) et au Nord Cameroun. A partir d'actions très localisées dans des villages (gestion de terroirs, plan d'occupation des sols...), ces projets se sont attachés à étendre les résultats à des provinces. L'auteur traite du changement d'échelles, tant dans ses aspects géographiques (comment les analyses de terroirs contribuent à la perception de dynamiques régionales ?) qu'institutionnels (comment initier des politiques publiques en valorisant des opérations de développement local ?). L'auteur montre toutes les difficultés de la planification qui doit concilier liberté d'entreprendre et cadre de contraintes pour défendre l'intérêt général, par ailleurs bien difficile à définir.

La quatrième partie "*Théories et méthodes*" est plus prospective. Elle défend une conception de la recherche au service du projet social, toujours difficile à formaliser. La recherche ne doit pas que résoudre les difficultés rencontrées au quotidien en proposant des solutions techniques, sociales et institutionnelles pour que la société fonctionne mieux. Elle doit aussi (et d'abord ?) aider aux choix sociétaux. La recherche doit éclairer les choix des acteurs sociaux pour éviter les dérives des experts et des gourous.

C'est dans cette perspective que l'auteur trace les principales axes de recherche qu'il veut mener dans la continuité des travaux présentés. L'articulation "organisation sociale et territoire" sera la question centrale, travaillée à la lumière de la décentralisation et des pratiques de négociation entre acteurs privés et collectivités territoriales.

Trois thèmes seront développés :

- les systèmes d'informations.
- Les dispositifs institutionnels d'articulation entre Politiques publiques et acteurs privés.
- La mesure des impacts des opérations de développement sur les dynamiques sociales.

Ces thèmes seront principalement traités grâce à des travaux de maîtrise, de DEA et de doctorat, insérés dans un réseau de projets et terrains au Brésil, au Sénégal, au Cameroun, en France ([Réunion](#)).

Des formations universitaires et professionnelles (atelier de recherche) permettront d'[élaborer un corps de méthodes](#), confronté à la réflexion sur les théories du développement.